

## Cahier des clauses administratives particulières

### 2025 - ENFIP Clermont-Ferrand – MOE Escalier

Réalisation d'études préalables avant travaux et de prestations de maîtrise d'œuvre pour la création d'un escalier de secours

-

École nationale des Finances publiques  
Établissement de Clermont-Ferrand



Marché à procédure adaptée

Date et heure limites de remise des offres : **Mardi 5 août 2025 à 12:00**

Date limite pour poser une question : mardi 22 juillet 2025  
Date limite de réponse aux questions : mardi 29 juillet 2025

## Table des matières

<b>1. Dispositions générales.....</b>	<b>5</b>
1.1. Présentation.....	5
1.2. Pouvoir adjudicateur.....	5
1.3. Lieu d'exécution.....	5
1.4. Gestionnaire de site.....	5
1.5. Objet du marché.....	5
1.6. Procédure de passation.....	5
1.7. Forme du marché.....	5
1.8. Durée du marché.....	6
1.9. Délais d'exécution.....	6
1.10. Prolongation des délais.....	6
a) Durée d'exécution.....	6
b) Durée du marché.....	6
1.11. La dévolution des travaux.....	7
<b>2. Les éléments de mission du maître d'œuvre.....</b>	<b>8</b>
2.1. Missions de base.....	8
2.2. Missions complémentaires.....	8
2.3. Prestations supplémentaires éventuelles.....	8
<b>3. Les intervenants.....</b>	<b>9</b>
3.1. Maîtrise d'ouvrage.....	9
3.2. Assistance à maîtrise d'ouvrage.....	9
3.3. Titulaire du marché.....	9
a) Représentant du maître d'œuvre.....	9
b) Mandataire, en cas de groupement.....	10
c) Changement de mandataire en cas de groupement.....	10
d) Redressement et liquidation judiciaire du mandataire.....	10
e) Redressement et liquidation judiciaire d'un co-traitant non mandataire.....	11
f) Sous-traitance.....	11
3.4. Sécurité et santé des travailleurs sur les chantiers.....	12
3.5. Contrôle technique.....	12
<b>4. Les documents contractuels.....</b>	<b>14</b>
4.1. Pièces constitutives du marché.....	14
4.2. Forme des notifications.....	14
4.3. Langue.....	14
4.4. Modification du marché.....	15
4.5. Marchés complémentaires et prestations similaires.....	15
<b>5. Engagements du maître d'œuvre sur le respect du coût prévisionnel des travaux</b> .....	<b>15</b>
5.1. Enveloppe financière fixée par le maître d'ouvrage.....	15
5.2. Estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux.....	15
5.3. Forfait définitif de rémunération.....	15
5.4. Avenant fixant le coût prévisionnel.....	16
5.5. Coût de référence des travaux.....	17
5.6. Conséquence du non-respect de l'engagement.....	17
<b>6. Engagements du maître d'œuvre sur le respect du coût de réalisation des marchés de travaux.....</b>	<b>18</b>
6.1. Coût de réalisation des travaux.....	18
6.2. Seuil de tolérance phase travaux.....	18
6.3. Comparaison entre réalité et tolérance.....	18
<b>7. Clause de réexamen.....</b>	<b>18</b>
<b>8. Modalités d'exécution financière.....</b>	<b>19</b>
8.1. Révision des prix.....	19

8.2. Avances.....	20
8.3. Changement affectant l'opérateur économique.....	20
a) Changement de dénomination sociale du titulaire.....	20
b) Changement de cocontractant en cours d'exécution du présent marché.....	21
8.4. Cession ou nantissement.....	21
<b>9. Précisions sur les modalités de règlement.....</b>	<b>21</b>
9.1. Les acomptes.....	21
9.2. Échéancier de paiement des acomptes.....	21
a) Diagnostic (DIAG).....	21
b) Études APS/APD, PRO.....	21
c) Assistance pour la passation des marchés de travaux (AMT).....	21
d) Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET).....	21
e) Pour l'exécution du VISA.....	21
f) Assistance aux opérations de réception (AOR).....	22
g) Ordonnancement, coordination et pilotage.....	22
h) Mission de coordination SSI.....	22
i) Traitement de la signalétique.....	22
9.3. Montant de l'acompte.....	23
a) État périodique.....	23
b) Projet de décompte périodique.....	23
c) Décompte périodique.....	23
d) Acompte périodique.....	23
9.4. Solde.....	24
a) Projet de décompte final.....	24
b) Décompte final.....	24
c) État du solde.....	24
9.5. Délais de paiement et intérêt moratoires.....	25
<b>10. Délais d'établissement des documents.....</b>	<b>25</b>
<b>11. Réception des documents d'études.....</b>	<b>25</b>
<b>12. Remise des documents.....</b>	<b>26</b>
12.1. Documents d'études.....	26
12.2. Dossier des ouvrages exécutés (DOE).....	26
12.3. Documents à remettre par les entreprises.....	26
12.4. Remise des documents par les entreprises.....	26
12.5. Vérification des documents.....	26
<b>13. Reprise des études.....</b>	<b>27</b>
<b>14. Consultation des entreprises, ouverture des offres et choix des entreprises....</b>	<b>27</b>
<b>15. Modalités de réalisation de l'exécution des marchés de travaux.....</b>	<b>28</b>
15.1. La période de préparation.....	28
15.2. Les ordres de services.....	28
15.3. Les réunions de chantier.....	29
15.4. La fin des travaux.....	29
15.5. Modalités d'accès au site.....	30
<b>16. Délai de vérification du maître d'œuvre.....</b>	<b>30</b>
16.1. Les acomptes des sociétés de travaux.....	30
16.2. Le décompte final des sociétés de travaux.....	30
16.3. Pénalités de retard du décompte général des sociétés de travaux.....	30
<b>17. Droit de propriété intellectuelle.....</b>	<b>31</b>
17.1. Utilisation des résultats.....	31
17.2. Concession de droits.....	31
<b>18. L'achèvement de la mission.....</b>	<b>31</b>
<b>19. Autres cas de résiliation.....</b>	<b>32</b>
<b>20. Clauses environnementales.....</b>	<b>32</b>
20.1. Le traitement des déchets.....	32

20.2. Suivi de la traçabilité des déchets et établissement d'un bilan de fin de chantier.....	32
<b>21. Obligations du titulaire.....</b>	<b>32</b>
21.1. Les responsabilités légales du maître d'œuvre.....	32
21.2. Traitement de données à caractère personnel.....	34
21.3. Obligation de confidentialité.....	35
21.4. Obligations administratives en cours d'exécution.....	35
21.5. Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.....	35
<b>22. Défaillance du maître d'œuvre.....</b>	<b>36</b>
<b>23. Pénalités.....</b>	<b>37</b>
<b>24. Différends.....</b>	<b>38</b>
<b>25. Litiges et contentieux.....</b>	<b>38</b>
<b>26. Dérogations aux documents généraux.....</b>	<b>39</b>

## **1. Dispositions générales**

### **1.1. Présentation**

L'École nationale des Finances publiques (ENFiP) est un service à compétence nationale rattachée au Ministère de l'Économie et des Finances.

Elle a pour mission de conduire les actions de recrutement, de formation professionnelle initiale et de formation continue pour le compte de la Direction générale des Finances publiques (DGFIP).

### **1.2. Pouvoir adjudicateur**

État – Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique  
Direction générale des finances publiques (DGFIP)  
École nationale des finances publiques (ENFiP)  
10 rue du Centre - 93464 Noisy-le-Grand Cedex

### **1.3. Lieu d'exécution**

École nationale des finances publiques (ENFiP)  
Établissement de Clermont-Ferrand  
1 rue Ledru  
63033 Clermont-Ferrand Cedex 1

### **1.4. Gestionnaire de site**

Monsieur Robert Rossignol  
04.73.34.48.45  
robert.rossignol@dgfip.finances.gouv.fr

### **1.5. Objet du marché**

La présente consultation a pour objet la désignation d'un maître d'œuvre pour la création d'un escalier de secours et la mise en sécurité incendie de l'École nationale des Finances publiques – Établissement de Clermont-Ferrand, situé 1 rue Ledru – 63033 Clermont-Ferrand Cedex 1.

### **1.6. Procédure de passation**

Le marché est passé selon une procédure adaptée en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la Commande publique.

La consultation comporte une seule phase de réception des candidatures et des offres, qui pourra être suivie d'une phase de négociation.

### **1.7. Forme du marché**

Le présent marché prend la forme d'un marché simple et mono-attributaire.  
Le présent marché fait l'objet d'un lot unique : maîtrise d'œuvre.

### **1.8. Durée du marché**

Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification et s'achève à la fin du délai de « garantie de parfait achèvement du marché de travaux correspondant », ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période.

Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

La durée du marché est estimée à : 30 mois

- 5 mois études +ACT
- 13 mois de travaux
- 12 mois parfait achèvement

### **1.9. Délais d'exécution**

Les délais d'exécution des prestations prévues au marché sont précisés dans l'acte d'engagement.

Le maître d'œuvre s'engage au respect des délais d'exécution prévus au marché.

### **1.10. Prolongation des délais**

#### **a) Durée d'exécution**

En cas d'allongement des délais d'exécution, la durée du marché précitée peut être prolongée par voie d'avenant pour une durée égale à celle durant laquelle l'événement considéré aura perturbé tout ou partie de l'exécution du marché, indépendamment de l'imputation de la responsabilité liée au retard ou des actions en responsabilité qui pourrait ensuite être engagées.

#### **b) Durée du marché**

La prolongation de la durée du marché est due au titulaire, par avenant, lorsque la survenance résulte d'une cause légitime telle que visée par le présent article pour autant que le maître d'œuvre a mis en œuvre les moyens qui étaient ou auraient dû raisonnablement être à sa disposition pour éviter la survenance de la cause légitime considérée ou en limiter les conséquences.

Une « cause légitime » désigne un événement :

- Indépendant de la volonté ou d'un fait du maître d'œuvre ;
- Et imprévisible lors de la conclusion du marché ou dont les effets ne pouvaient être raisonnablement prévus lors de la signature du marché.

Constituent des « causes légitimes » au sens du présent contrat, les événements limitativement énumérés ci-après, dans la mesure et la limite où leur survenance a une conséquence significative sur l'exécution et la durée des prestations, ce dont le maître d'œuvre a la charge de la preuve :

- Tout fait du maître d'ouvrage révélant un manquement contractuel ou une négligence constitutive d'une faute ;
- Toute modification de programme décidée par le maître d'ouvrage entraînant un travail supplémentaire pour le maître d'œuvre ;
- Tout cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative ;
- Tout fait non imputable au maître d'œuvre entraînant un retard dans l'obtention des autorisations administratives, une non-obtention des autorisations administratives, ou un retrait des autorisations administratives ;
- Les décisions prises par une autorité administrative ou judiciaire de suspendre ou d'arrêter les travaux pour une cause non imputable au maître d'œuvre ;
- L'arrêt des prestations en raison d'un ordre de réquisition du titulaire ;
- La prolongation du délai global d'exécution des travaux du fait d'événements susceptibles d'avoir un impact direct sur le déroulement des travaux (intempéries, phénomènes naturels, sujétions techniques imprévues, faillite d'entreprises de travaux) ;
- Le retard pris dans l'exécution des travaux, dû à une grève générale ou particulière aux activités touchant le secteur du bâtiment au-delà de dix (10) jours consécutifs. Les grèves internes et propres au maître d'œuvre ou à ses prestataires ou ses sous-traitants ainsi que les grèves des transports en commun ne sont pas considérées comme des causes légitimes.

Il n'est pas fait application de ces stipulations lorsque la prolongation des délais est due à un comportement fautif du titulaire.

Quand le Titulaire invoque la survenance d'une cause légitime, il doit le notifier au Maître d'ouvrage dans un délai de cinq (5) jours calendaires à compter de la survenance d'une telle cause légitime, par lettre recommandée avec accusé réception.

Lorsque la cause légitime est admise par le maître d'ouvrage par tout moyen permettant de donner date certaine, les délais contractuels sont prorogés et les pénalités correspondantes sont inapplicables. Aucune prolongation des délais ne peut être justifiée par une cause du retard imputable au titulaire ou à ses prestataires ou sous-traitants.

Si le titulaire a, par action ou par omission, aggravé les conséquences d'un événement constitutif d'une cause légitime, il n'est fondé à invoquer la cause légitime que dans la mesure des effets que l'événement aurait provoqués si cette action ou omission n'avait pas eu lieu.

#### **1.11. La dévolution des travaux**

La dévolution des travaux est envisagée par marchés séparés (allotissement).

Toutefois, le choix définitif du mode de dévolution sera arrêté au plus tard à la réception de l'APD.

## **2. Les éléments de mission du maître d'œuvre**

### **2.1. Missions de base**

La mission de base confiée au maître d'œuvre au sens de l'article R.2431-4 et suivants du Code de la commande publique comprend les éléments suivants :

- Les études de diagnostic (DIAG)
- Les études d'avant-projet (APS/APD)
- Le projet (PRO)
- L'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés publics de travaux (AMT)
- Le visa des études d'exécution (VISA)
- La direction de l'exécution des marchés publics de travaux (DET)
- L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR).

### **2.2. Missions complémentaires**

Des missions complémentaires sont également confiées au maître d'œuvre :

- Diagnostic (DIAG)
- Ordonnancement, coordination et pilotage (OPC). En vertu de l'article R2431-17 du Code de la commande publique, l'élément de mission OPC est confié au maître d'œuvre : son contenu est fixé en annexe
- Synthèse
- Traitement de la signalétique : il est confié au maître d'œuvre une mission complémentaire d'assistance en vue de traiter la signalétique des locaux concernés par la présente opération.
- Panneau de chantier : Dès l'obtention du permis de construire, le titulaire devra fournir un panneau de chantier et s'assurer de son affichage sur le site, conformément aux prescriptions des articles R.424-15 et A.424-15 à A.424-19 du Code de l'urbanisme.
- Mission de coordination relative aux systèmes de sécurité incendie

L'obligation de résultat est l'obligation par laquelle le titulaire est tenu à un résultat précis, déterminé à l'avance. Le présent marché est soumis à obligation de résultat.

### **2.3. Prestations supplémentaires éventuelles**

Aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est prévue.



### **3. Les intervenants**

#### **3.1. Maîtrise d'ouvrage**

L'État est le maître d'ouvrage et destinataire de l'ouvrage.

Le représentant du pouvoir adjudicateur est le Directeur de l'École nationale des finances publiques (ENFiP).

A ce titre, l'ensemble des documents émis par le maître d'œuvre lui sont soumis pour examen et échanges préalablement à tout autre envoi ou toute présentation devant un autre interlocuteur. Le maître d'œuvre est informé que la mission implique des réunions avec le maître d'ouvrage ainsi qu'avec les représentants des services occupants actuels et futurs.

#### **3.2. Assistance à maîtrise d'ouvrage**

Le maître d'ouvrage a confié une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage à l'antenne immobilière Alpes Centre-Est.

Secrétariat Général

Service des achats, des finances et de l'immobilier

Bureau Gestion et Expertise Immobilière Ministérielle

Antenne immobilière Alpes Centre-Est

#### **3.3. Titulaire du marché**

##### **a) Représentant du maître d'œuvre**

Le titulaire du marché est identifié comme tel dans l'acte d'engagement du marché. Il est identifié dans les pièces écrites du marché sous le terme « maître d'œuvre » et est représenté par son mandataire dans le cas d'un groupement. En cas de groupement, le terme « maître d'œuvre » représente indifféremment le mandataire et/ou chacun de ses co-traitants.

Dès la notification du marché, le maître d'œuvre désigne en son sein une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du maître d'ouvrage, pour les besoins de l'exécution du marché.

D'autres personnes physiques pourront être habilitées par le maître d'œuvre en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au maître d'ouvrage dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le maître d'œuvre est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

et de façon générale à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

## **b) Mandataire, en cas de groupement**

En cas de groupement momentané d'entreprises, le mandataire représente les autres membres du groupement auprès du maître d'ouvrage pendant l'exécution du marché. L'assurance du mandataire doit couvrir les responsabilités attachées à cette fonction.

Le mandataire est l'interlocuteur privilégié du maître d'ouvrage. À ce titre :

- Il accuse réception des ordres de services et, le cas échéant, présente les réserves afférentes à ces derniers ;
- Il reçoit les convocations aux réunions ;
- Il présente les projets de décomptes, accepte les décomptes partiels et le décompte général ;
- Il formule ou transmet les réclamations éventuelles ;
- Il transmet au maître d'ouvrage les demandes d'acceptation et d'agrément des sous-traitants ;
- Il signe les constats et autres procès-verbaux, notamment ceux relatifs à la réception des travaux.

Il est solidaire vis-à-vis du maître d'ouvrage de la défaillance de l'un de ses co-traitants jusqu'à la fin du marché.

Il est responsable vis-vis du maître d'ouvrage du bon fonctionnement du groupement. À ce titre, il assure le pilotage et la coordination des interventions des membres du groupement et veille à la cohérence des documents remis.

## **c) Changement de mandataire en cas de groupement**

Tout changement de mandataire fait l'objet d'un avenant au marché.

Sauf défaillance de ce dernier, l'entreprise désignée mandataire à la signature du marché assume ce rôle à minima jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de refuser une demande de changement de mandataire pour un motif légitime, par exemple tiré de l'insuffisance des capacités présentées par le nouveau mandataire au regard de l'engagement qu'il prend à son égard, notamment de solidarité.

À compter de la date de substitution, le nouveau mandataire assume vis-à-vis du maître d'ouvrage les responsabilités décrites à l'article précédent. Par exception, les conséquences financières révélées après la substitution de mandataire mais qui résultent d'un manquement contractuel et/ou d'une défaillance d'un membre du groupement survenu avant la date de substitution de mandataire demeurent de la responsabilité de l'entreprise qui était mandataire du groupement à cette date de survenance. Dans cette hypothèse, l'obligation de solidarité demeure assurée par cette dernière entreprise.

## **d) Redressement et liquidation judiciaire du mandataire**

En cas de redressement judiciaire, la résiliation du marché est prononcée pour le mandataire si, après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L.622-13 du Code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du mandataire.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation partielle ou totale du marché est prononcée pour le mandataire si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L.641-10 du Code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du mandataire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le mandataire, à aucune indemnité.

Si les autres membres du groupement l'acceptent expressément, un des autres membres du groupement peut être substitué au mandataire dans l'exécution des prestations qui lui ont été initialement attribuées. Un nouveau mandataire est alors désigné dans un délai d'un mois. Le nouveau mandataire, une fois désigné, est substitué par avenant à l'ancien dans tous ses droits et obligations.

Faute de l'accord des autres membres du groupement, le maître d'ouvrage peut :

- Soit résilier la totalité du marché ;
- Soit proposer aux autres membres du groupement de poursuivre leurs prestations dans le cadre d'un groupement réduit à eux seuls, à l'exclusion des prestations initialement attribuées au mandataire. Un nouveau mandataire est alors désigné dans un délai d'un mois.

Un avenant désigne alors la part des prestations exclues du marché, celles restant à fournir par chacun des membres du groupement ainsi réduit, et le nouveau mandataire de ce groupement. Le maître d'ouvrage est tenu de passer un nouveau marché pour la réalisation de la part des prestations non exécutée par le mandataire.

Toutefois, si les membres du groupement ne souhaitent pas poursuivre l'exécution des prestations, pour un motif légitime, le maître d'ouvrage résilie la totalité du marché.

#### **e) Redressement et liquidation judiciaire d'un co-traitant non mandataire**

En cas de redressement judiciaire, la résiliation partielle du marché est prononcée pour le membre du groupement concerné si, après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L.622-13 du Code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du membre concerné.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation partielle du marché est prononcée pour le membre du groupement concerné si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L.641-10 du Code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du membre concerné.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le membre du groupement concerné, à aucune indemnité.

La résiliation n'a d'effet qu'à l'égard du co-traitant concerné, elle n'emporte pas résiliation de la totalité du marché.

Le mandataire est tenu de se substituer au membre du groupement défaillant pour l'exécution des prestations qui lui ont été initialement attribuées dans le mois qui suit la prise d'effet de la résiliation.

#### **f) Sous-traitance**

Le maître d'œuvre peut, dans les conditions prévues par les articles L.2193-1 et suivants du Code de la commande publique, et à l'exception des missions énumérées ci-après, sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché sous réserve de l'acceptation des sous-traitants et de l'agrément de leurs conditions de paiement par le maître d'ouvrage dans les conditions et selon les modalités prévues aux articles R.2193-1 et suivants du Code de la commande publique.

Le maître d'œuvre reste seul et personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché. À ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité sont traitées comme des défaillances du titulaire.

Pour chaque sous-traitant présenté postérieurement à la notification du marché, le maître d'œuvre adresse au maître d'ouvrage, par courriel avec accusé de réception, un dossier de demande comprenant :

- Une déclaration mentionnant la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ; le nom, ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ; le montant prévisionnel maximum des sommes à verser directement au sous-traitant ; les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ; les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne rentre pas dans un des cas d'interdictions de soumissionner.

Le maître d'œuvre établit en outre qu'aucune cession ou nantissement de créance ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant.

L'acceptation du sous-traitant présentée postérieurement à la notification du marché et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage (DC4).

L'acceptation d'un sous-traitant en cours de marché et l'agrément de ses conditions de paiement en vertu des articles R.2193-1 du Code de la commande publique sont subordonnés à la production d'un acte spécial comprenant les mentions obligatoires prévues à l'article R.2193-3 du Code précité.

A droit au paiement direct, tout sous-traitant dont le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC. Le paiement direct du sous-traitant s'effectue en application des dispositions de l'article R.2193-11 du Code précité.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le maître d'œuvre à la résiliation du marché pour faute.

Conformément à la possibilité offerte par l'article L.2193-3 du Code de la commande publique, ne peuvent être sous-traitées, les prestations/missions suivantes :

- Prestations d'architecture (compris la gestion des autorisations administratives) ;

### **3.4. Sécurité et santé des travailleurs sur les chantiers**

Le chantier est soumis aux dispositions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et de ses textes d'application dont le Code du travail. Le coordonnateur exerce sa mission conformément au décret n°94-1159 du 26 décembre 1994.

Le contrat liant le maître d'ouvrage au coordonnateur SPS sera communiqué au maître d'œuvre.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au maître d'œuvre en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

Le maître d'œuvre prend en compte, pendant toute la durée de l'exécution de sa mission, les avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

Dans le cadre de son marché, le maître d'œuvre doit fournir au coordonnateur SPS toutes les informations ou documents nécessaires à l'exercice de sa mission.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est aussitôt soumis au maître d'ouvrage.

### **3.5. Contrôle technique**

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par les articles L.111-23 à L.111-26 et R.111-38 à R.111-42 du Code de la construction et de l'habitation.

Dans le cadre du présent marché :

La mission de contrôle technique est définie par le décret n° 99-443 du 28 mai 1999 portant approbation du cahier des clauses techniques générales relatif aux marchés de contrôle technique

Le contrat liant le maître d'ouvrage au contrôleur technique sera communiqué au maître d'œuvre.

Les interventions confiées au contrôleur technique portent sur :

<i>Missions de base</i>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Mission L : solidité ouvrages et équipements indissociables ;</li><li>• Mission S : sécurité des personnes.</li></ul>
<i>Missions complémentaires</i>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Mission SEI : sécurité des personnes dans les ERP et IGH</li><li>• Mission LE : solidité des existants ;</li><li>• Mission TH : isolation thermique et économies d'énergie ;</li><li>• Mission F : relative au fonctionnement des installations ;</li><li>• Mission HAND et ATT HAND : accessibilité des constructions pour les personnes handicapées, et attestation handicapés ;</li><li>• Missions VAMSIET : Vérifications avant mise en service des installations électriques temporaires ;</li><li>• Missions VIEL : Vérification initiale des installations électriques ;</li></ul>

Cet ensemble de missions comporte les phases prévues à l'annexe B du CCTG et à l'article 4.2.2 de la norme NFP 03-100 dans le cadre des actes techniques qui correspondent à chacune des phases.

Hors décision expresse du maître d'ouvrage, le maître d'œuvre doit tenir compte de l'ensemble des observations du bureau de contrôle afin d'obtenir un accord sans réserve sur l'ensemble des documents, tant au stade des études qu'au stade de la réalisation.

Le maître d'œuvre assure à ses frais la reprise de tout ou partie des études résultant des sujétions inhérentes à l'intervention du contrôleur technique.

## **4. Les documents contractuels**

### **4.1. Pièces constitutives du marché**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG MOE, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (ATTRI1) et son annexe financière (DPGF)
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes
- le programme technique de l'opération et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG-MOE) applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché ;
- l'offre technique du titulaire.

La décomposition du prix global et forfaitaire ne sera considérée comme document contractuel que pour les prix servant à déterminer :

- le montant des éventuelles modifications demandées dans les conditions prévues au présent contrat ;
- les acomptes et autres paiements, ainsi établis en fonction de la décomposition financière figurant à l'acte d'engagement et compte tenu de l'avancement réel des prestations.

La décomposition du prix ne saurait remettre en cause, en aucune manière, le caractère global et forfaitaire du prix et, par suite, l'obligation du titulaire d'exécuter les prestations, indépendamment du volume d'heure, du type d'intervenant ou de l'étendue des prestations devant concourir à la parfaite réalisation de la mission, tel que défini au présent contrat.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces susvisées, constitutives du présent marché, est réputée non écrite. De ce fait, elle sera de nul effet sur le marché.

Le CCAG-MOE étant réputé connu, il n'est pas joint matériellement au présent marché mais chaque titulaire peut consulter la version en vigueur directement sur le site internet <http://www.economie.gouv.fr/daj>.

Le marché est établi en un seul exemplaire original. Il est conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur et fait seul foi en cas de contestation.

### **4.2. Forme des notifications**

L'acheteur notifie au titulaire les décisions sur Place, permettant ainsi d'attester la date de réception.

### **4.3. Langue**

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

Par ailleurs, l'usage de la langue française est obligatoire notamment dans les réunions de travail, les comptes-rendus d'avancement, les courriers, la documentation de référence et de formation, sans que cette liste puisse être considérée comme exhaustive.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

#### **4.4. Modification du marché**

Toutes les modifications qui pourraient être apportées au marché fait l'objet d'un avenant.

#### **4.5. Marchés complémentaires et prestations similaires**

Il est précisé que, pour la réalisation de prestations similaires, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence, comme le prévoit l'article R.2122-7 du Code de la commande publique. La possibilité de recourir au marché de prestations similaires est ouverte dans un délai de trois ans à compter de la notification du marché initial.

La durée pendant laquelle les nouveaux marchés pourront être conclus ne pourra dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

## **5. Engagements du maître d'œuvre sur le respect du coût prévisionnel des travaux**

### **5.1. Enveloppe financière fixée par le maître d'ouvrage**

Cette enveloppe financière affectée aux travaux comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du programme.

### **5.2. Estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux**

L'avancement des études permet au maître d'œuvre, lors de l'établissement des prestations de chaque élément de mission, de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Le maître d'œuvre s'engage sur un coût prévisionnel des travaux sur la base de l'exécution des études d'avant-projet définitif. Il remettra cependant une estimation provisoire de ce coût prévisionnel avec son avant-projet sommaire.

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois Mo - Etudes fixé par l'acte d'engagement.

L'estimation définitive est assortie d'un taux de tolérance n°1 de 5 %.

$$\text{Seuil de tolérance} = \text{coût prévisionnel des travaux} \times (1 + \text{taux de tolérance n°1})$$

L'avancement des études permet au maître d'œuvre lors de l'établissement des prestations de chaque élément de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

### **5.3. Forfait définitif de rémunération**

Le forfait de rémunération est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'interdit de solliciter ou d'accepter quelle qu'autre rémunération que ce soit, même en contrepartie de prestations, de la part d'un tiers.

Le forfait provisoire (Fp) de rémunération est le produit du taux de rémunération (t) par le coût prévisionnel des travaux (C°).

Le forfait définitif de rémunération (Fd) est le produit du taux de rémunération (t') par le coût prévisionnel des travaux (C).

Il est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois Mo - Etudes figurant à l'acte d'engagement.

Si le coût prévisionnel proposé par le maître d'œuvre et accepté par le maître d'ouvrage n'est pas égal à l'enveloppe financière affectée aux travaux, l'avenant permettant de fixer le coût prévisionnel de l'ouvrage fixe également le forfait définitif de rémunération.

Si le coût prévisionnel des travaux proposé par le maître d'œuvre après études d'APD est égal à la part de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître d'ouvrage, la notification de la décision de réception par le maître d'ouvrage de l'élément APD vaut transformation du forfait provisoire en forfait définitif.

Le forfait définitif de rémunération reste égal au forfait provisoire de rémunération quand :

- Le coût prévisionnel (C) est inférieur ou égal à l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître d'ouvrage (C°) ;
- Le coût prévisionnel (C) est supérieur à l'enveloppe financière affectée aux travaux (C°) par le maître d'ouvrage, éventuellement corrigée des modifications de programme que celui-ci a demandées, sans la dépasser de plus de 3%.



<i>Evolution du coût prévisionnel</i>	<i>Forfait de rémunération</i>
$C \leq C^{\circ}$	$Fd = Fp$
$C^{\circ} < C \leq C^{\circ} + 3 \%$	

Le forfait définitif de rémunération est minoré dans les conditions prévues au tableau suivant lorsque le coût prévisionnel (C) est supérieur de plus de 3% à l'enveloppe financière affectée aux travaux ( $C^{\circ}$ ) par le maître d'ouvrage, éventuellement corrigée des modifications de programme que celui-ci a demandées :

<i>Evolution du coût prévisionnel</i>	<i>Taux de rémunération</i>	<i>Forfait de rémunération</i>
$C^{\circ} + 3 \% < C \leq C^{\circ} + 5 \%$	$t' = 95 \% t$	$Fd = C \times t'$
$C^{\circ} + 5 \% < C \leq C^{\circ} + 8 \%$	$t' = 90 \% t$	
$C^{\circ} + 8 \% < C \leq C^{\circ} + 10 \%$	$t' = 85 \% t$	
$C > C^{\circ} + 10 \%$	$t' = 80 \% t$	

Avec :

- $C^{\circ}$  : enveloppe financière affectée aux travaux par le maître d'ouvrage
- C : coût prévisionnel des travaux
- $t'$  : taux de rémunération définitif
- t : taux de rémunération provisoire
- Fd : forfait définitif
- Fp : forfait provisoire

#### **5.4. Avenant fixant le coût prévisionnel**

L'avenant qui fixe le coût prévisionnel de l'ouvrage et l'engagement du maître d'œuvre associé est notifié au plus tard avant le lancement de la procédure de passation des marchés de travaux.

Cet avenant précise également :

- Les modifications éventuelles apportées au programme ;
- Le montant définitif de rémunération de chacun des éléments de la mission ;
- Le mode de dévolution des travaux ;
- Un planning général de l'opération (planning des études + estimation de la durée globale des travaux) ;
- Le coût prévisionnel des travaux décomposé en lots techniques ;

Si le coût prévisionnel des travaux proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise de l'avant-projet définitif est supérieur à l'enveloppe financière arrêtée par le maître d'ouvrage à l'article 2 de l'acte d'engagement, le maître d'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus.

#### **5.5. Coût de référence des travaux**

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la mise en concurrence relative à la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre établit le coût des travaux tel qu'il résulte de la consultation (coût de référence).

Ce coût est obtenu en multipliant le montant de l'offre ou des offres considérée(s) comme la(les) plus avantageuse(s) par le maître d'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport des index BT01 pris respectivement au mois  $Mo$  des offres travaux et au mois  $Mo$  des études du marché de maîtrise d'œuvre.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

## **5.6. Conséquence du non-respect de l'engagement**

Si le coût de référence est supérieur au seuil de tolérance phase études, le maître d'ouvrage peut déclarer la procédure d'attribution des marchés de travaux infructueuse.

Le maître d'ouvrage peut également demander la reprise des études. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance n°1.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître d'ouvrage dans un délai de quinze (15) jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de vingt (20) jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle procédure de consultation des entreprises.

## **6. Engagements du maître d'œuvre sur le respect du coût de réalisation des marchés de travaux**

### **6.1. Coût de réalisation des travaux**

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Ce coût de réalisation est notifié au maître d'œuvre qui s'engage à le respecter.

Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois Mo correspondant au mois de remise de l'(ou des) offre(s) ayant permis la passation des contrats de travaux.

### **6.2. Seuil de tolérance phase travaux**

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance. Ce taux de tolérance n°2 est de 3 %.

$$\text{Seuil de tolérance} = \text{coût de réalisation des travaux} \times (1 + \text{taux de tolérance n°2})$$

### **6.3. Comparaison entre réalité et tolérance**

Le coût constaté déterminé par le maître de l'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés, avenants, commandes hors marchés intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révisions de prix.

Le coût de référence est le coût constaté à l'exclusion des coûts supplémentaires non imputables à la maîtrise d'œuvre.

Si le coût constaté est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre se verra appliquer un taux de pénalité égal à 4 %.

$$\text{Montant de la pénalité} = (\text{coût constaté} - \text{seuil de tolérance n°2}) \times 4 \% (\text{taux de pénalité})$$

Cependant, cette pénalité ne pourra excéder 15% de la rémunération du maître d'œuvre correspondant aux éléments de missions postérieurs à l'attribution des contrats de travaux (DET, AOR et VISA ou EXE).

## **7. Clause de réexamen**

En cas de modifications de programme ou de prestations décidées par le maître d'ouvrage par ordre de service, le contrat de maîtrise d'œuvre fera l'objet d'un avenant pour arrêter le programme modifié et le coût prévisionnel des travaux concernés et pour adapter en conséquence les délais d'études ou de réalisation des travaux, la rémunération du maître d'œuvre et les modalités de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

## 8. Modalités d'exécution financière

### 8.1. Révision des prix

Le présent marché est passé à prix révisable suivant les modalités fixées ci-dessous. Il est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois « Mo-études » fixé dans l'acte d'engagement.

La révision des prix a lieu à date anniversaire et couvre toutes les situations déjà payées entre deux révisions, en utilisant les indices définitifs.

La formule de révision est la suivante :

$$R = 0,15 + 0,85 \times I_m/I_o$$

dans laquelle :

- $I_o$  : Index ingénierie du mois « Mo - Etudes » (mois d'origine)
- $I_m$  : Index ingénierie du mois « M » d'exécution des prestations.

Ce mois « M » est déterminé comme suit :

- Durée d'exécution de l'élément inférieure ou égale à un mois : index du mois au cours duquel l'élément est remis au maître de l'ouvrage
- Durée d'exécution supérieure à un mois : moyenne arithmétique des valeurs des index des mois pendant lesquels s'est effectuée l'exécution de la prestation

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment de l'ordonnancement, le maître de l'ouvrage procède au règlement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue.

Le maître d'ouvrage procède à la révision définitive dès que les index sont publiés.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

Le présent marché est soumis à la TVA. Toutefois, il est précisé que tous les montants du présent marché sont exprimés hors TVA.

## **8.2. Avances**

Une avance, telle que prévue aux articles R.2191-2 et suivants du Code de la commande publique, est accordée au titulaire, lorsque le montant des prestations dont il est chargé est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf si celui-ci y renonce dans l'acte d'engagement.

Le taux de l'avance est de 5 %.

- La durée globale prévisionnelle inférieure du marché ou égale à douze mois (12), ce taux s'applique au montant initial toutes taxes comprises du marché [entre 5 % et 30 % du montant initial TTC].
- La durée globale prévisionnelle du marché est supérieure à douze mois (12), le montant de l'avance est fixé entre [5 % et 30 %] d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.
- Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R.2151-13, le taux de l'avance est porté à 30 % conformément à l'article R.2191-3.

Ce montant ne peut être ni révisé, ni actualisé.

L'avance est versée après notification du marché. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Conformément à l'article R.2191-11 du Code de la commande publique, le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le maître d'œuvre, au titre du marché, atteint ou dépasse 65 % du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées, à hauteur de l'acompte présenté, sans proratisation.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct dès lors que sont remplies les conditions mentionnées aux articles R.2193-17, R.2193-18 et R.2193-19 du Code de la commande publique. L'assiette servant de base au calcul de l'avance pouvant être accordée au sous-traitant est le montant sous-traité mentionné dans le marché ou dans l'acte spécial (R.2193-19 du Code de la commande publique).

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par l'acheteur.

Le maître d'œuvre transmet immédiatement au maître d'ouvrage la demande de versement émise par le sous-traitant. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant dans les mêmes conditions que celles qui s'appliquent au titulaire conformément à l'article R.2193-20 du Code de la commande publique.

## **8.3. Changement affectant l'opérateur économique**

Durant la période de validité du marché, le prestataire est tenu de communiquer au représentant du pouvoir adjudicateur tout acte modifiant ou complétant les statuts de sa société.

S'il néglige de se conformer à cette obligation, la personne publique ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications figurant dans les actes constitutifs du marché, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont le pouvoir adjudicateur n'aurait pas été informé.

### **a) Changement de dénomination sociale du titulaire**

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le représentant du pouvoir adjudicateur par écrit et communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

## **b) Changement de cocontractant en cours d'exécution du présent marché**

Le titulaire doit informer le représentant du pouvoir adjudicateur de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession du marché dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

### **8.4. Cession ou nantissement**

Le nantissement du marché ou la cession de créances peuvent intervenir selon les modalités exposées aux articles 4.2 du CCAG-MOE et aux articles R.2191-45 et suivants du Code de la commande publique.

## **9. Précisions sur les modalités de règlement**

### **9.1. Les acomptes**

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, dont le calcul varie selon les éléments de mission

Il est rappelé que les acomptes n'ont pas le caractère de paiements définitifs.

### **9.2. Échéancier de paiement des acomptes**

Les acomptes sont versés au fur et à mesure de l'avancement des éléments de mission, conformément aux articles R.2191-21 et R.2191-22 du Code de la commande publique, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous.

#### **a) Diagnostic (DIAG)**

Les prestations seront rémunérées comme suit :

- 100 % à réception de l'analyse des lieux et préconisations éventuelles

#### **b) Études APS/APD, PRO**

Les prestations incluses dans les éléments ci-dessus sont rémunérées comme suit :

- 60 % à la remise de l'élément de mission par le maître d'œuvre ;
- 40 % à la réception et à l'approbation du maître de l'ouvrage.

#### **c) Assistance pour la passation des marchés de travaux (AMT)**

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

- 50 % après réception du dossier de consultation des entreprises ;
- 50 % après analyse des offres et notification des marchés de travaux.

#### **d) Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)**

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

- 80 % sous forme d'acomptes mensuels proportionnellement à l'avancement des travaux ;
- 20 % à l'issue de l'établissement des décomptes généraux des entreprises et du traitement des réclamations éventuelles.

#### **e) Pour l'exécution du VISA**

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées proportionnellement à l'avancement de la production des visas définitifs des plans d'exécution des lots (VISA)

**f) Assistance aux opérations de réception (AOR)**

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

- 30 % à l'issue des opérations préalables à la réception : à la date d'accusé de réception par le maître d'ouvrage ;
- 30 % à l'achèvement de la levée de réserves ;
- 25 % à l'issue de l'établissement du dossier des ouvrages exécutés ;
- 15 % à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages ou à l'issue de sa prolongation décidée par le maître de l'ouvrage 15 %.

**g) Ordonnancement, coordination et pilotage**

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

- 10 % à la remise du DCE intégrant le calendrier général d'exécution des travaux ;
- 10 % à la remise du calendrier grande maille lors de la phase de préparation des travaux ;
- 70 % sous forme de versements mensuels proportionnellement à la durée du chantier ;
- 5 % après achèvement du chantier à l'issue des opérations de réception, de démontage et de repli du chantier ;
- 5 % à l'issue de la levée des réserves.

**h) Mission de coordination SSI**

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

- 50 % après remise du cahier des charges fonctionnel du SSI et approbation du maître d'ouvrage ;
- 50 % à la remise du procès-verbal de réception technique du SSI.

**i) Traitement de la signalétique**

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

- 50 % à la remise du dossier de consultation des entreprises (DCE) ;
- 50 % à l'issue de l'établissement du dossier des ouvrages exécutés.

Les paiements seront établis conformément aux articles R.2192-10 et suivants du Code de la commande publique et transmis selon la procédure définie au présent article, de manière dématérialisée.

### **9.3. Montant de l'acompte**

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fait l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée aux articles ci-dessus, calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs.

Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique dans les conditions ci-après définies :

#### **a) État périodique**

L'état périodique, établi par le maître d'œuvre, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché, par référence aux éléments constitutifs de la mission.

L'état périodique sert de base à l'établissement par le maître d'œuvre du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

#### **b) Projet de décompte périodique**

Pour l'application des articles 11 et 12 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre envoie au maître d'ouvrage, son projet de décompte périodique.

#### **c) Décompte périodique**

Le décompte périodique établi par le maître d'ouvrage correspond au montant des sommes dues au maître d'œuvre du début du marché à l'expiration de la période correspondante, ce montant étant évalué en prix de base hors TVA. Il est établi à partir du projet de décompte périodique et indique successivement :

- l'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ;
- les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le maître d'œuvre des documents d'études

#### **d) Acompte périodique**

Le montant de l'acompte périodique de la période P à verser au maître d'œuvre est déterminé par le maître de l'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- la différence entre le montant du décompte périodique P et celui du décompte précédent ;
- l'incidence de la révision des prix appliquée conformément au présent CCAP sur la différence entre les décomptes périodiques respectivement de la période P et de la période précédente ;
- l'incidence de la TVA ;
- le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants 1, 2 et 3 ci-dessus augmenté éventuellement des intérêts moratoires dus au maître d'œuvre et éventuellement diminuée des pénalités calculées conformément au présent CCAP.

Le maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre l'état d'acompte ; s'il modifie le projet de décompte du maître d'œuvre, il joint le décompte modifié.



#### **9.4. Solde**

Après constatation de l'achèvement de sa mission conformément au présent CCAP, le maître d'œuvre adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

##### **a) Projet de décompte final**

Le projet de décompte final est établi par le maître d'œuvre.

##### **b) Décompte final**

Le décompte final établi par le maître d'œuvre fait apparaître :

- le forfait définitif de rémunération figurant au projet de décompte final,
- la pénalité pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage, telle que définie au présent CCAP,
- le forfait supplémentaire accordé pour extension de la mission, le cas échéant,
- le forfait supplémentaire accordé à la suite d'une reprise des études de projet liées à une modification de programme décidée par le maître de l'ouvrage, le cas échéant,
- les pénalités éventuelles pour retard telles qu'elles résultent du calcul des acomptes,
- la rémunération en prix de base, hors TVA, due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission.

Ce résultat constitue le montant du décompte final contractuel.

##### **c) État du solde**

Le maître de l'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- le décompte final ci-dessus,
- la récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage,
- le montant du solde ; ce montant étant la différence des postes 1 et 2 ci-dessus,
- l'incidence des révisions de prix appliquée sur le montant du solde ci-dessus,
- l'incidence de la TVA,
- l'état du solde à verser au titulaire ; ce montant étant la récapitulation des postes 3, 4 et 5 ci-dessus,
- la récapitulation des acomptes versés ainsi que le solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général,

Le maître de l'ouvrage notifie au maître d'œuvre le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le maître d'œuvre.

### **9.5. Délais de paiement et intérêt moratoires**

Pour chaque élément de mission, les acomptes sont payés dans le délai de 30 jours suivant la réception de la demande de paiement ; les décomptes partiels définitifs consécutifs à la réception d'un élément d'étude par le pouvoir adjudicateur sont payés dans le délai de 30 jours suivant la réception de la demande de paiement correspondante.

Ces délais ne peuvent être suspendus qu'une seule fois et par envoi d'un message au titulaire, huit jours avant l'expiration du délai, lui faisant connaître les raisons qui s'opposent au paiement, de son fait ou de celui du sous-traitant concerné et précisant les pièces à fournir ou à compléter.

Le rejet doit indiquer qu'il a pour effet de suspendre le délai de paiement.

Le paiement est réputé effectué à la date de virement par le comptable public.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts commencent à courir à compter du jour suivant la date prévue du règlement et continuent à courir jusqu'au jour du parfait paiement de la totalité des sommes dues au créancier.

## **10. Délais d'établissement des documents**

L'acte d'engagement fixe les délais d'établissement des documents ainsi que le point de départ de ces délais.

## **11. Réception des documents d'études**

Chaque dossier d'études (APS, APD, PRO) fait l'objet d'une décision expresse par le pouvoir adjudicateur : réception, ajournement, réception avec refaction, rejet. Le pouvoir adjudicateur se prononce dans le délai de deux mois mentionné au dernier alinéa de l'article 20 du CCAG-MOE. Ce délai court à compter de la date d'accusé de réception du dossier d'études.

À défaut de décision expresse à l'expiration du délai, la prestation est considérée comme reçue.

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître d'œuvre modifie sa prestation dans les 15 jours. Un nouveau délai de deux mois est ouvert au maître d'ouvrage pour se prononcer sur la prestation remise.

À défaut d'obtention du permis de construire, le maître d'œuvre devra reprendre le dossier d'études « APD ».

## **12. Remise des documents**

### **12.1. Documents d'études**

Les documents d'études sont remis au maître d'ouvrage en 3 exemplaires, dont un sur support reproductible au format numérique.

### **12.2. Dossier des ouvrages exécutés (DOE)**

La liste des documents du DOE figure en annexe 2 du présent CCAP. Le maître d'œuvre prévoit dans chaque marché de travaux toutes dispositions pour obtenir des dossiers complets et fiables et à remettre dans les délais.

Le dossier des ouvrages exécutés est remis en 3 exemplaires, dont un sur support reproductible à partir de la date de réception de l'ouvrage.

### **12.3. Documents à remettre par les entreprises**

Le maître d'œuvre établit la liste détaillée des documents à fournir par chaque entreprise. Cette liste est annexée au CCAP - Travaux.

Elle comprend :

- les documents du DOE ;
- les documents nécessaires à la constitution du DIUO que le coordonnateur a établi y compris ceux nécessaires à la constitution du dossier de maintenance conformément à l'article R.4211-3 du Code du travail et tels que prévus au dossier APD.

### **12.4. Remise des documents par les entreprises**

Par dérogation à l'article 40 du CCAG - Travaux, chaque entreprise devra remettre au maître d'œuvre :

- les plans conformes aux ouvrages exécutés et les plans de récolement au fur et à mesure de la réalisation des travaux ;
- les notices techniques, de fonctionnement et d'entretien au moment du choix sur échantillons ou prototypes.

La remise des documents fera l'objet d'une planification et contractualisée dans les marchés de travaux.

### **12.5. Vérification des documents**

Le maître d'œuvre devra, au cours du chantier, vérifier la conformité des documents remis par les entreprises en tenant compte notamment des modifications éventuelles apportées aux plans et aux CCTP.

Le maître d'œuvre apportera son « Visa ».

### **13. Reprise des études**

Dans le cas où sa responsabilité peut être clairement établie, le maître d'œuvre doit reprendre à ses frais tout ou partie des études.

Il est précisé que le maître d'œuvre doit également fournir toutes les pièces et effectuer toutes les mises au point nécessaires pour l'obtention du permis de construire et des autres autorisations administratives.

### **14. Consultation des entreprises, ouverture des offres et choix des entreprises**

Le maître d'œuvre est associé à l'examen des candidatures et des offres qui se sont manifestées à la suite de la publicité ainsi, le cas échéant, qu'à l'agrément des co-traitants et à l'acceptation des sous-traitants.

Durant la consultation, il est fait interdiction au maître d'œuvre de communiquer avec les entrepreneurs candidats, ou de répondre à leurs questions.

Le service chargé de l'opération ouvre les candidatures et les offres.

Après l'ouverture des plis contenant les offres, il transmet au maître d'œuvre, pour avis, un dossier complet des propositions reçues ; en cas de procédure restreinte, le maître d'œuvre émet également un avis sur les candidatures devant être retenues au stade des offres.

Le maître d'œuvre ne doit fournir à des tiers aucune des informations contenues dans ce dossier et doit respecter le caractère secret des prix enregistrés à l'ouverture des offres.

Le maître d'œuvre établit, à partir des pièces qui lui sont remises et sans prendre contact avec les entrepreneurs, un rapport dans lequel il indique notamment pour chacune des offres :

- les points sur lesquels elle ne serait pas conforme aux prescriptions du dossier de consultation ;
- les réserves éventuelles qu'elle contient ;
- les imprécisions, erreurs ou omissions relevées dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

Ce rapport, après réception du dossier complet des offres des entreprises, doit être remis dans le délai fixé à l'acte d'engagement au service chargé de l'opération. Le service chargé de l'opération décide des contacts éventuels à prendre avec les entreprises pour obtenir tous renseignements complémentaires jugés nécessaires.

Après réponse des entreprises aux demandes de renseignements complémentaires, le maître d'œuvre remet un rapport complémentaire dans un délai fixé à l'acte d'engagement au service chargé de l'opération.

Le choix définitif des entrepreneurs à retenir appartient au maître de l'ouvrage, qui reste libre de suivre ou non les propositions du maître d'œuvre.

Au cours des travaux, le maître d'œuvre vérifie les projets de décomptes mensuels qui lui sont transmis par les entrepreneurs.

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte mensuel établi par le titulaire. Le projet de décompte mensuel devient alors le décompte mensuel.

À partir du décompte mensuel, le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur.

Il transmet au maître d'ouvrage, en vue du mandatement, l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

En cas de contestation sur le montant de l'acompte, le maître d'ouvrage règle les sommes admises par le maître d'œuvre. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire (article 12.2.2 du CCAG Travaux).

## **15. Modalités de réalisation de l'exécution des marchés de travaux**

### **15.1. La période de préparation**

La durée de la période de préparation est fixée au CCAP des marchés de travaux et court à compter de la notification du marché de travaux.

Les travaux ne peuvent commencer avant que le coordonnateur SPS ait intégré les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Les plans d'exécution, notes de calculs et études de détail établis par les soins ou à la diligence de l'entrepreneur sont soumis à l'approbation du maître d'œuvre après avis du contrôleur technique.

Les mentions qui peuvent être portées sur les documents ont la signification suivante :

- REFUSE : Document non conforme, à représenter au visa du maître d'œuvre.
- VISE AVEC RÉSERVES : Document à corriger conformément aux indications du maître d'œuvre et à lui représenter pour avis. La poursuite de l'étude ou l'exécution des parties d'ouvrages qui ne font pas l'objet de réserves peut être autorisée par le maître d'œuvre.
- VISE AVEC OBSERVATIONS : Document à corriger conformément aux indications du maître d'œuvre puis à diffuser. La poursuite de l'étude ou l'exécution des ouvrages correspondants est alors autorisée.
- VISE SANS OBSERVATIONS : Le contre-calque peut être fourni. La poursuite de l'étude ou la réalisation des ouvrages concernés est autorisée.

En application de l'article 28.5 du CCAG Travaux, le maître d'œuvre tient un registre de chantier.

### **15.2. Les ordres de services**

Les ordres de service sont écrits. Ils sont datés, numérotés et notifiés par le maître d'ouvrage. Le maître d'œuvre en accuse réception datée.

En application de l'article 3.8 du CCAG MOE, les décisions du maître d'ouvrage prennent la forme d'un ordre de service. L'émission d'un ordre de service sera notamment nécessaire lorsque :

- une décision du maître d'ouvrage marque le point de départ d'un délai fixé par le marché pour exécuter une prestation (tel que notamment l'ordre donné au maître d'œuvre d'engager un élément de mission) ;
- le maître d'ouvrage décide de suspendre provisoirement l'exécution des prestations de maîtrise d'œuvre ;
- une décision du maître d'ouvrage est susceptible de modifier les dispositions contractuelles.

Le maître d'œuvre est tenu de s'y conformer. Il peut toutefois émettre des observations dans un délai de quinze (15) jours, sous peine de forclusion.

En dehors du maître d'ouvrage qui conserve ses prérogatives, le maître d'œuvre est seul habilité à émettre des ordres de service à destination des entrepreneurs.

Tous les ordres donnés par le maître d'œuvre aux entrepreneurs font l'objet d'ordres de service écrits, signés, datés et numérotés par le titulaire.

La copie des ordres de service doit être remise au maître d'ouvrage qui peut s'assurer à tout moment qu'ils ont bien été délivrés en temps utile.

L'ordre de service prescrivant de commencer les travaux doit rappeler le délai d'exécution fixé par le calendrier contractuel des travaux.

En aucun cas, le maître d'œuvre ne pourra délivrer un ordre de service commandant des modifications aux marchés de travaux sans avoir recueilli préalablement l'accord exprès du maître d'ouvrage.

De même, en aucun cas, le maître d'œuvre ne pourra notifier, par ordre de service, des prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus sans avoir reçu au préalable l'accord du maître d'ouvrage sur ces prix. Dans ce but, le maître d'œuvre fournira tous les renseignements et justifications utiles au service chargé de l'opération pour lui permettre de vérifier le bien-fondé des prix proposés.

Le maître d'œuvre dispose d'un délai de cinq (5) jours à compter de la notification de l'accord du maître d'ouvrage sur la nature et le prix des travaux, pour délivrer l'ordre de service correspondant.

### **15.3. Les réunions de chantier**

La direction des travaux incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entrepreneurs.

À ce titre, il est tenu de faire respecter par les entreprises l'ensemble des stipulations des marchés de travaux et ne peut y apporter aucune modification sans l'accord préalable du service chargé de l'opération.

Le maître d'œuvre organise des réunions de chantier hebdomadaires auxquelles peuvent assister les représentants du maître d'ouvrage. Il rend compte par écrit au maître de l'ouvrage après chaque réunion de chantier. À cette fin, il établit un compte-rendu des réunions de chantier qu'il transmet au maître de l'ouvrage et aux différents intervenants.

Le maître d'œuvre fixe en accord avec le service chargé de l'opération, le jour et l'heure des réunions de chantier hebdomadaires.

Ces réunions sont complétées par des visites de chantier par le maître d'œuvre ou par son représentant. Ces visites seront fréquentes et inopinées, principalement au cours des périodes importantes de la vie du chantier.

Absence non justifiée aux réunions de chantier de l'un des co-traitants de l'équipe de maîtrise d'œuvre dûment convoqué : 100 €. Le compte rendu de la réunion précédente vaut convocation.

### **15.4. La fin des travaux**

Le maître d'œuvre doit, quel que soit le mode d'exercice de la mission OPC, s'assurer de la bonne organisation du chantier, de sa bonne tenue ainsi que du respect des délais d'exécution, de la conformité de l'exécution des travaux aux prescriptions des pièces contractuelles du programme et aux règles de l'art.

En dehors de ceux définis dans le marché de travaux (et qui sont à la charge de l'entrepreneur) le maître d'œuvre peut prescrire, pour les ouvrages, d'autres essais et contrôles, avec l'accord préalable du service chargé de l'opération.

Conformément à l'article 6 du CCAG-MOE, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

Le maître d'œuvre exerce son rôle conformément aux articles 41 et 42 du CCAG - Travaux.

À l'expiration du délai de garantie contractuelle, le maître d'œuvre procède, l'entrepreneur ayant été convoqué, à une visite de parfait achèvement. Il dresse un procès-verbal, signé par lui et l'entrepreneur.

En cas d'absence de l'entrepreneur, ou si ce dernier refuse de signer, il en est fait mention au procès-verbal qui lui est alors notifié.

Dans le cadre de la mission qui lui incombe, le maître d'œuvre s'assure du respect du / des cahier(s) des charges, procède et participe aux suivis de l'installation, aux essais, à la constitution du dossier SSI et à la vérification des documents qui résultent de l'ensemble de ces formalités.

Il établit un procès-verbal de réception.

Le délai d'instruction des mémoires de réclamation des entreprises est fixé à 15 jours à compter de la date de réception par le maître d'œuvre du mémoire de réclamation.

Le maître d'œuvre doit, contrairement avec l'entrepreneur, dresser un état des lieux avant la mise à disposition du maître de l'ouvrage de certains ouvrages ou parties d'ouvrage. C'est le cas lorsque le marché de travaux (ou un ordre de service) prescrit à l'entrepreneur de mettre - pendant une certaine période - certains ouvrages ou parties d'ouvrage, non encore achevés, à la disposition du maître de l'ouvrage (sans que celui-ci en prenne possession) afin de lui permettre d'exécuter (ou de faire exécuter par d'autres entrepreneurs) des travaux autres que ceux prévus au marché.

### **15.5. Modalités d'accès au site**

Au cours de son intervention dans les locaux de la personne publique, le personnel du titulaire est assujéti aux règles d'accès et de sécurité établies par la personne publique. Si nécessaire, le titulaire fournira les données relatives aux intervenants sur site pour qu'ils soient habilités à intervenir sur site.

## **16. Délai de vérification du maître d'œuvre**

### **16.1. Les acomptes des sociétés de travaux**

Le maître d'œuvre notifie au titulaire l'état d'acompte mensuel dans les sept jours suivant la date de réception de la demande de paiement mensuelle du titulaire (article 12.2.2 du CCAG - Travaux).

Si ce délai expire un jour férié, son échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant.

En application de l'article 12.2.2 du CCAG applicable aux marchés de travaux, si le maître d'œuvre n'a pas notifié au titulaire l'état d'acompte mensuel dans le délai prescrit, il en informe le maître de l'ouvrage qui procède au paiement sur la base des sommes qu'il admet.

Le délai de paiement court à compter de la réception de la demande de paiement mensuelle du titulaire par le maître d'œuvre. Si, du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage est contraint de verser des intérêts moratoires aux entrepreneurs, la pénalité est au moins égale au montant des intérêts moratoires versés.

### **16.2. Le décompte final des sociétés de travaux**

À l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final de chaque marché de travaux.

Le maître d'œuvre indique au maître d'ouvrage la date à laquelle la demande de paiement a été remise. Tout manquement à cette obligation entraîne le versement d'une pénalité d'un montant de 500 euros.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte général. Puis, le maître d'œuvre établit les décomptes généraux des marchés de travaux dans un délai de 14 jours calculés à partir de la réception du projet de décompte final remis par l'entrepreneur dans les conditions indiquées au 8.2 ci-dessus.

Chaque décompte général comprend :

- le décompte final ;
- l'état du solde ;
- la récapitulation des acomptes mensuels et du solde.

### **16.3. Pénalités de retard du décompte général des sociétés de travaux**

En cas de retard dans la vérification de ce décompte, le maître d'œuvre encourt sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard, est fixé à 500 euros par décompte général, par dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI.

Si, du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage délégué est contraint de verser des intérêts moratoires aux entrepreneurs, la pénalité applicable ne pourra pas être inférieure au montant des intérêts moratoires versés, et sera prélevée sur les créances qui sont dues au maître d'œuvre.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le maître de l'ouvrage règle les sommes admises par le maître d'œuvre. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire (article 12.4.4 du CCAG - Travaux).

## **17. Droit de propriété intellectuelle**

### **17.1. Utilisation des résultats**

L'utilisation des prestations fournies dans le cadre du marché est couverte par l'application de l'option A de l'article 24 du CCAG-MOE.

L'utilisation des résultats, même partielle, sera faite conformément à l'option A du CCAG-MOE.

Il est précisé que les « résultats » désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations objet du marché, tels que notamment les œuvres de l'esprit, les bases de données, les inventions brevetables ou non au sens du Code de la propriété intellectuelle les études, inventions, dessins, maquettes, logiciels, documents écrits ou graphiques, sur supports matériels ou électroniques, ainsi que les prestations de direction, d'examen, de vérification et de gestion utiles à la réalisation et à l'exploitation, par d'autres opérateurs économiques, des ouvrages ou équipements visés par le marché, et, plus généralement, tous les éléments susceptibles de protection ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, les droits de la personnalité.

Pour les besoins découlant de l'objet du marché, le maître d'œuvre concède à titre non exclusif au maître d'ouvrage et aux tiers désignés dans le marché les droits patrimoniaux de propriété littéraire et artistique afférents aux résultats.

Au titre du droit de reproduction et dans le respect des droits moraux, le maître d'œuvre concède au maître d'ouvrage le droit de reproduire les résultats, en tout ou partie et en l'état, par tous procédés et sur tous supports, afin de réaliser ou de faire réaliser les ouvrages objets du marché.

Le maître d'ouvrage peut diffuser les plans et les éléments relatifs à la conception, avec mention du nom du maître d'œuvre et après accord de ce dernier, à l'ensemble des intervenants qui concourent à la réalisation de l'ouvrage.

### **17.2. Concession de droits**

Au titre du droit de représentation et dans le respect des droits moraux, le maître d'œuvre concède au maître d'ouvrage, à des fins autres que la réalisation des ouvrages objets du marché, le droit de communication au public et de mise à disposition du public de l'œuvre en projet ou réalisée, en tout ou partie et en l'état, par tous moyens, modes et procédés, en vue d'une exploitation à titre non commercial, notamment à des fins d'information et de communication du maître d'ouvrage.

Cette concession des droits couvre les résultats à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de l'admission des prestations, dans le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Le prix de la concession est intégré au forfait provisoire de rémunération.

## **18. L'achèvement de la mission**

En application de l'article 22 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations qui font l'objet du présent marché à l'issue de chacune des phases techniques suivantes : DIAG, APS, APD, et PRO sans que cela n'ouvre droit à indemnisation.

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement prévue à l'article 44.1, al.2 du CCAG-Travaux ou après prorogation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision de réception établie sur la demande du maître d'œuvre par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 21.1 du CCAG-MOE et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.



## **19. Autres cas de résiliation**

Outre les dispositions prévues au CCAG et aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du Code de la commande publique, le marché pourra être résilié aux frais et risques du déclarant par décision du pouvoir adjudicateur en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R.2143-6 à R.2143-12 du Code de la commande publique.

Ce marché pourra être suivi après résiliation d'un autre marché. Les excédents de dépenses éventuels seront prélevés sur les sommes pouvant être dues au déclarant, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 27 à 34 inclus du CCAG-MOE avec les précisions suivantes :

- Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du maître d'œuvre, à titre d'indemnisation, le pourcentage (5 %) prévu au 4° de l'article 32.2.2.4 du CCAG-MOE est applicable.
- Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 30 et 28 du CCAG-MOE, la fraction des prestations déjà accomplies par le maître d'œuvre et acceptées par le maître de l'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %. Toutefois dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (art. 28.1 du CCAG-MOE), les prestations sont réglées sans abattement.

En complément à l'article 30 du CCAG-MOE, le marché pourra aussi être résilié dans le cas où le permis de construire est refusé à l'issue des études d'avant-projet ou dans le cas où le maître d'œuvre s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixé dans le CCAP.

## **20. Clauses environnementales**

### **20.1. Le traitement des déchets**

Pendant toute la durée du chantier, le maître d'œuvre est désigné comme étant le coordonnateur déchets. Le coordonnateur veille notamment au respect des consignes de tri, des emplacements désignés pour recevoir les bennes et contenants, à la mise en place et au maintien de la signalétique sur le chantier. Le coordonnateur collecte, auprès des entreprises de travaux, toutes les informations nécessaires permettant notamment de répondre aux exigences de la réglementation. Il identifie les réussites, les points à améliorer, les dysfonctionnements et les mesures correctrices.

### **20.2. Suivi de la traçabilité des déchets et établissement d'un bilan de fin de chantier**

Pendant et en fin de chantier, le maître d'œuvre collecte l'ensemble des documents de traçabilité exigés par la réglementation.

Le maître d'œuvre établira en collaboration avec les entreprises de travaux, un bilan de fin de chantier regroupant l'ensemble des informations liées à la prévention et à la gestion des déchets issus du chantier, récupérées tout au long du chantier. Il fera état des réemplois, réutilisation, recyclage, valorisation matière, valorisation énergétique et élimination effectifs du chantier et de la manière dont les déchets ont été gérés au niveau du stockage temporaire et de l'enlèvement/expédition vers les exutoires intermédiaires et finaux.

## **21. Obligations du titulaire**

### **21.1. Les responsabilités légales du maître d'œuvre**

Le maître d'œuvre assume l'ensemble de ses responsabilités professionnelles encourues du fait de tous dommages, corporels ou immatériels, y compris pour les dommages causés aux tiers.

Il assume en particulier celles qui découlent des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1 à 1792-4-1 du Code civil, dans la limite des missions qui lui sont confiées.

À cette fin, il est assuré contre les conséquences pécuniaires de ces responsabilités par un contrat d'assurance, établi en conformité avec l'obligation d'assurance prévue par l'article L. 241-1 du Code des assurances.

Il fournit dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, son attestation d'assurance, justifiant qu'il (chacun des membres du groupement le cas échéant) est à jour dans ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'opération.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le maître de l'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

Les dispositions de l'article 28.2 du CCAG MOE s'appliquent en cas de redressement judiciaire. En complément, il est indiqué que le jugement d'ouverture de la période d'observation ou le jugement de liquidation judiciaire est notifié immédiatement par le maître d'œuvre au maître de l'ouvrage. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

### **21.2. Traitement de données à caractère personnel**

Pour l'exécution du marché public, le titulaire et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du RGPD est le maître d'ouvrage et le sous-traitant est le titulaire du marché public.

Pour que le traitement des données réponde aux exigences de la réglementation et garantisse en particulier la protection des droits des personnes physiques identifiées ou identifiables qu'il concerne, les documents particuliers du marché précisent notamment :

- la finalité, la description et la durée du traitement dont la réalisation est confiée au maître d'œuvre dans le strict respect des instructions documentées du maître d'ouvrage ;
- les obligations du maître d'ouvrage et celles du maître d'œuvre vis-à-vis de ce dernier, en particulier, l'obligation de l'informer de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer ;
- les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être facilité ;
- les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations ;
- la durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché.

Les documents particuliers du marché précisent également les pénalités applicables au maître d'œuvre en cas de méconnaissance de la réglementation.

En application de l'article 30.1 du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour faute du maître d'œuvre en cas de manquement, par ce dernier ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles.

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dangers potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et est fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

### **21.3. Obligation de confidentialité**

Outre les obligations qui relèvent de l'article 5 du CCAG-MOE, le personnel du titulaire est tenu de ne pas divulguer à qui que ce soit et sous quelque forme que ce soit des informations, renseignements, documents dont il a ou aurait pu avoir connaissance dans l'exécution des prestations prévues par le marché.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire l'administration à résilier le marché aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice de l'engagement des procédures pénales adaptées à la gravité de l'infraction constatée.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

D'une façon générale, les agents du titulaire sont tenus à la plus entière discrétion pour tout ce qui touche à l'administration pour le compte de laquelle les prestations sont réalisés, tant vis-à-vis du personnel de cette dernière que vis-à-vis de tout tiers quelconque et cela même après la cessation du contrat.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché.

### **21.4. Obligations administratives en cours d'exécution**

Le titulaire s'assure du fait que le maître d'œuvre demande aux entreprises de travaux de mettre à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du Travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire via la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com/fr>.

### **21.5. Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire**

Le service bénéficiaire peut faire procéder les prestations par un tiers, aux frais et risques du titulaire, dans les conditions prévues à l'article 34 du CCAG-MOE.

## 22. Défaillance du maître d'œuvre

Si le maître d'œuvre n'a pas transmis au service chargé de l'opération le décompte général de chaque marché de travaux dans les délais prescrits, le maître de l'ouvrage le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe.

À l'expiration de ce délai, le maître de l'ouvrage peut faire vérifier les projets de décompte ou faire établir le décompte général aux frais du maître d'œuvre défaillant.

Il est précisé qu'au cours de l'exécution des travaux et sur l'initiative du maître d'œuvre, des fiches de travaux modificatifs ou supplémentaires peuvent être émises par celui-ci. Elles définissent :

- les fondements réglementaires (R.2194-1 à R.2194-9 du Code la commande publique) et contractuels de la modification en cours d'exécution ;
- le fait générateur des travaux non prévus ;
- l'identification du demandeur (maître d'œuvre, maître d'ouvrage, contrôleur technique, utilisateurs...) ;
- le caractère indispensable des travaux, et urgent ou non urgent ;
- la consistance des travaux non prévus avec la limite des prestations de chaque entreprise ;
- le montant des modifications envisagées.

Les entreprises intéressées doivent fournir un devis des travaux modificatifs ou supplémentaires. Il est précisé que si le prix des prestations nécessaires sont inscrites à la DPGF, le maître d'œuvre fixe le prix provisoire sur cette base.

Après visa de cette fiche de travaux modificatifs par le service chargé de l'opération, le maître d'œuvre délivre l'ordre de service d'exécuter les travaux modificatifs ou supplémentaires à l'entrepreneur. L'ordre de service notifie les prix arrêtés par le maître d'œuvre. Ces prix sont appliqués pour l'établissement des décomptes jusqu'à la fixation des prix définitifs.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour vérifier les devis des entrepreneurs est de cinq jours ouvrables.

Si ce délai expire un jour férié, son échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant.

Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 200 euros, par dérogation à l'article 14.1 du CCAG - PI.

## 23. Pénalités

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard par le maître d’ouvrage. Par dérogation à l’article 14.3 du CCAG PI, les pénalités d’un montant inférieur à 1.000 € sont appliquées.

Pour le calcul du nombre de jours de retard, il n'est tenu compte ni du jour de la date limite ni du jour de la date réelle de remise du document. En cas de retard dans l'exécution des délais définis ci-dessus, le maître d’œuvre subit une pénalité journalière fixée à :

Élément de mission	Tâche	Pénalité / Jours - calendaires
DIAG	Remise du dossier conforme	100,00 €
AVP	Remise du dossier conforme	100,00 €
PRO	Remise du dossier conforme	100,00 €
ACT	Production du DCE (EXE joint)	100,00 €
	Analyse des offres	100,00 €
OPR	Remise du DOE	100,00 €

### ***Autres pénalités :***

Le défaut de mention de la date de réception ou de remise de la demande de paiement des entrepreneurs entraîne l'application d'une pénalité forfaitaire de 100 € par demande présentée.

En cas de dépassement du délai de 5 jours calendaires pour vérifier les projets de décomptes mensuels des marchés de travaux et de versement des intérêts moratoires par le maître de l'ouvrage, le maître d'oeuvre encourt une pénalité forfaitaire égale au montant de ces intérêts qui lui sont directement imputables.

Absence non justifiée aux réunions de chantier de l'un des cotraitants de l'équipe de maîtrise d'oeuvre dûment convoqué : 100 €. Le compte rendu de la réunion précédente vaut convocation.

## 24. Différends

La réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits.

Les parties au présent contrat conclu et exécuté de bonne foi, s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation et de coopération, tout différend ou litige qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation, ou à son exécution.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Les Ministères économiques et financiers s'engagent à en accuser réception dans les quinze jours. Le pouvoir adjudicateur dispose du délai prescrit par l'article du CCAG susmentionné pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet du mémoire de réclamation.

Le correspondant identifié pour traiter ce type de demande est l'acheteur en charge du suivi d'exécution.

L'acheteur et le titulaire privilégient le recours au médiateur interne relations fournisseurs des Ministères économiques et financiers à l'adresse suivante : [mediation-fournisseurs.bercy@finances.gouv.fr](mailto:mediation-fournisseurs.bercy@finances.gouv.fr).

En cas de constatation par le médiateur de l'échec de cette médiation interne, les parties pourront saisir le médiateur des entreprises via le portail suivant : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/contactez-mediateur-des-entreprises>.

En cas d'échec de cette dernière, les parties pourront saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent dans les conditions prévues à l'article R. 2197-1 du Code de la commande publique.

Les parties pourront néanmoins directement saisir le médiateur des entreprises, sans recourir au médiateur interne, ou encore le comité consultatif de règlement amiable compétent sans recourir à une médiation préalable.

La saisine d'un médiateur ou d'un conciliateur doit être effectuée avant l'expiration du délai de recours contentieux. La saisine d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la constatation du médiateur de l'échec de sa mission.

Le médiateur interne des Ministères économiques et financiers et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable.

Le comité consultatif de règlement amiable compétent a lui pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

## 25. Litiges et contentieux

À défaut de conciliation acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause dans le cadre d'un recours contentieux.

Le tribunal compétent est :

Tribunal administratif de Montreuil  
7 rue Catherine Puig  
93100 Montreuil-sous-Bois  
E-mail: [greffe.ta-montreuil@juradm.fr](mailto:greffe.ta-montreuil@juradm.fr)  
Téléphone: 01 49 20 20 00 / Fax: 01 49 20 20 99  
Adresse internet : <http://montreuil.tribunal-administratif.fr/>

## 26. Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants du CCAG MOE (ou Travaux) :

Article du présent CCAP	Dérogation à l'article
Article 4.1 du présent CCAP	Article 4.1 du CCAG-MOE
Article 12.4 du présent CCAP	Article 40 du CCAG-Travaux
Article 16.3 du présent CCAP	Article 14.1 du CCAG-PI
Article 21 du présent CCAP	Article 14.1 du CCAG-PI
Article 22 du présent CCAP	Article 14.3 du CCAG-PI